

Communiqué de presse

Berne, le 13 février 2022

L'usam salue le rejet du train de mesures en faveur des médias

L'Union suisse des arts et métiers usam salue le rejet du train de mesures en faveur des médias par le peuple souverain. Il empêche ainsi un accroissement de l'influence de l'État sur les médias. En acceptant l'interdiction de la publicité pour le tabac, les citoyens se sont toutefois prononcés en faveur de la tutelle de l'État dans le domaine du marketing et de la publicité, ce que l'usam déplore. Malheureusement, avec le non à la suppression du droit de timbre d'émission, la Suisse perd l'occasion d'éliminer un désavantage de sa place économique.

Lorsque l'État verse des prestations directes, la pression pour un contrôle par l'État augmente à mesure que la dépendance s'accroît. Une telle dépendance des entreprises de médias remet en question la liberté des médias et va à l'encontre du principe de la politique de concurrence. Le peuple souverain l'a reconnu et a rejeté la politique médiatique du Conseil fédéral.

Le non à la modification de la loi sur les droits de timbre est très regrettable. Il subsiste donc un impôt qui affaiblit les fonds propres et freine l'innovation. Le droit de timbre d'émission est un désavantage pour la place économique suisse, qui ne peut actuellement pas être éliminé à cause de la démagogie de la gauche, qui parle d'«arnaque fiscale».

L'acceptation de l'initiative populaire «Oui à la protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac» restreint la liberté économique de tout un secteur. L'initiative vise en fin de compte une interdiction générale de la publicité pour des biens de consommation légaux. Le Parlement doit maintenant faire preuve de discernement dans la mise en œuvre de cette initiative.

Renseignements complémentaires

Fabio Regazzi, président, portable 079 253 12 74

Hans-Ulrich Bigler, directeur, portable 079 285 47 09

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 500 000 PME, soit 99,8 % des entreprises de notre pays. L'usam s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.